



## Audioconférence avec la Directrice Générale du 11 avril 2022

### Une désorganisation inquiétante !

A la demande des organisations syndicales, une audioconférence a été organisée dans l'urgence avec le Directrice Générale le 11 avril 2022, notamment sur le sujet des alertes en cours.

L'alliance **CCRF-FO** / **CFTC-CCRF** était représentée par Françoise LAGOUANERE (CCRF-FO) et Johann PASCOT (CFTC-CCRF).

#### **Situation de la DDETSPP du Lot : des solutions à court terme tardives et insatisfaisantes – Une DG qui perd ses nerfs !**

La Directrice Générale a bien évidemment pris connaissance des très nombreuses motions de soutien au collègue isolé du Lot.

Ce département était jusqu'alors à effectifs de 6 pour un effectif cible de 5... Mais 3 départs à la retraite non anticipés et 2 agents en congés maladie ont abouti ce qu'il ne reste plus qu'un seul agent.

A court terme, plusieurs solutions sont envisagées :

- Une entraide de proximité organisée par le Pôle C Occitanie, plus particulièrement avec le département du Tarn-et-Garonne (un IP bi-départemental est déjà en place pour les 2 départements).
- Une entraide éventuelle avec un département de Nouvelle-Aquitaine (Lot-et-Garonne).
- L'affectation de stagiaires ENCCRF dans le Lot pour la réalisation du stage pratique d'été (il pourrait s'agir de 2 stagiaires qui y seront affectés en sortie d'école).

Ces solutions ne sont pas satisfaisantes :

- les départements limitrophes concernés par l'entraide connaissent eux-mêmes des problèmes d'effectifs,
- le tutorat de stagiaires dans un département où il ne reste plus qu'un seul agent, lui-même récemment sortie d'école (... et qui a quand même le droit de prendre des congés !) est difficilement envisageable !

L'alliance **CCRF-FO** / **CFTC-CCRF** a proposé une autre solution... qui a été balayée d'un revers de main : un appel France entière à des renforts ponctuels, tels qu'ils étaient pratiqués par le passé (renforts OIV).

**La situation désastreuse du service CCRF de ce département est bien la résultante de ce que l'alliance CCRF-FO / CFTC-CCRF dénonce depuis trop longtemps : la DGCCRF a largement dépassé un seuil critique d'effectifs sur l'ensemble du territoire et la solution palliative de l'interdépartementalité n'est pas de nature à résoudre le problème.**

L'administration se trouve par ailleurs, selon son propre aveu, dans l'incapacité d'anticiper les vacances de postes.

Mme BEAUMEUNIER a affirmé qu'elle plaiderait pour l'arrêt des suppressions d'emplois à la DGCCRF.

L'alliance **CCRF-FO** / **CFTC-CCRF** lui a alors fait remarquer que cela ne suffisait pas et que nous revendiquions de manière constante la création d'emplois... ce qui nous a valu une volée de bois vert de la part de la Directrice Générale : « Ne me faites pas dire ce que je n'ai pas dit ! » « Je viens de dire que je plaçais pour la création d'emplois ! », « ... Je ne l'ai peut-être pas dit... mais c'est ce que j'ai voulu dire... », « Et ce n'est pas le sujet ! », « On doit discuter des alertes, pas des effectifs ! »...

Et le ton est encore monté d'un cran lorsque nous avons affirmé qu'il s'agissait précisément **DU** sujet, au cas particulier du Lot tout comme pour la gestion des alertes !

Un tel manque de sang froid de la part d'une Directrice Générale nous interpelle très fortement...

Et que dire d'une DGCCRF démantelée et à l'os qui se contente d'avoir obtenu une simple stabilité des effectifs : on a les victoires que l'on mérite !

### **Alerte alimentaire FERRERO : une gestion chaotique !**

La Directrice Générale a rappelé la chronologie l'affaire FERRERO, qui trouve son origine dans une usine située en Belgique.

Elle a salué l'exceptionnelle mobilisation des services de la DGCCRF et la qualité de leurs interventions.

Elle a tout juste reconnu que l'extension du retrait-rappel intervenue vendredi dernier avait généré une certaine confusion et a expliqué que l'administration s'était vue contrainte à une forte réactivité compte tenu de l'impact médiatique de l'affaire.

**Dans la réalité :**

- **La gestion de cette alerte a été chaotique, l'administration cédant de toute évidence à la pression médiatique et semblant confondre vitesse et précipitation.**
- **Les divergences entre les communiqués de presse, les consignes de FERRERO et les fiches RappelConso ont mis les services en grande difficulté.**  
**Un RETEX est indispensable (notamment sur la procédure RappelConso, qui nous semble « perfectible »...)**

**Quant à l'impact des alertes sur le PNE et les indicateurs... la Directrice Générale fait toute confiance aux Pôles C et aux chefs de service pour une adaptation en conséquence !**

L'alliance **CCRF-FO** / **CFTC-CCRF** a, par ailleurs, attiré l'attention de la Directrice Générale sur le dossier « **Sécurité Sanitaire des Aliments** », qui remonte à la surface à chaque crise sanitaire. Certains ont, à l'occasion des alertes BUITONI et FERRERO, de nouveau plaidé dans les médias la nécessité d'un regroupement DGCCRF/DGAL. **La plus grande vigilance s'impose.**

Mme BEAUMEUNIER a réaffirmé qu'elle souhaitait une clarification sur le partage des rôles DGCCRF/DGAL et sur les effectifs concernés.

## Carburants : Tout va très bien !

La Directrice Générale a affirmé que les contrôles relatifs à la remise de 0,15 € HT étaient bien pris en compte dans l'activité des services et qu'un ajustement du volume des contrôles de la TN générique carburant 2022 sera réalisé après le 1<sup>er</sup> août.

Une fois encore elle a renvoyé au niveau local l'ajustement de la volumétrie des contrôles sur la remise carburants en fonction des priorités.

Selon elle, sous la pression concurrentielle, la remise est bien répercutée.

Elle a reconnu un « *sujet* » de mise en œuvre des contrôles concernant le **prix de référence** et qu'un éventuel dossier « Pratiques Commerciales Trompeuses » devrait être solidement étayé...

## Déploiement de l'application SESAM : un report demandé et obtenu

L'administration souhaitait une mise en œuvre de l'application SESAM dès le 12 avril.

Elle a affirmé que son déploiement ne devrait pas être problématique et que l'application avait été sérieusement testée. L'utilisation de SESAM ne requiert pas NOEMI, mais un navigateur à jour est indispensable.

**L'alliance CCRF-FO / CFTC-CCRF a fait remarquer que les agents étaient stressés et épuisés par le surcroît d'activité et qu'il convenait de ne surtout pas en rajouter. Nous avons demandé un report**, ainsi qu'une autre organisation syndicale.

**De fait, un report du lancement de SESAM a été fixé au 10 mai.**

## Sollicitations des Préfets : sur des missions hors champ de compétence CCRF !

Les agents CCRF ont été sollicités par les Préfets de certains départements pour le recomptage des bulletins de vote pour les deux tours de l'élection !

**L'administration affirme que les missions CCRF sont prioritaires... Reste à faire enfin clairement et fermement passer le message au niveau local !**